



REVUE DE PRESSE UE-HAÏTI

Juillet 2014

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Signature de contrats de subvention avec 13 communes de l'axe Cap-Ouanaminthe

[Le Nouvelliste](#) | Publié le : 25 juillet 2014

70 millions de gourdes sont allouées aux communes du Cap-Haïtien, de Quartier-Morin, de Limonade, du Trou du Nord, de Sainte Suzanne, de Caracol, de Terrier-Rouge, de Fort-Liberté, de Ferrier, des Perches, de Ouanaminthe, de Capotille et de Mont-Organise dans le cadre du programme gouvernemental « Appui à la gouvernance et à l'investissement local » (AGIL), grâce à un financement de l'Union Européenne



Le programme « Appui à la gouvernance et à l'investissement local » (AGIL) a procédé, ce vendredi, à L'université Henry Christophe de Limonade, à la signature de contrats de subvention avec 13 communes situées sur l'axe Cap-Ouanaminthe, grâce à un financement de l'Union Européenne, travers le bureau de l'ordonnateur national (BON).

Piloté par « l'office de management et de ressources humaines » (OMRH), en représentation de la primature, le programme met à la disposition des communes bénéficiaires 70 millions de gourdes « afin de doter les collectivités territoriales des moyens financiers nécessaires pour investir et financer l'exécution de projets identifiées par la population" a indiqué le coordonnateur général (OMRH), Ider Antoine. « Il s'agit d'une expérience pilote qui est circonscrite sur l'axe Cap-Ouanaminthe, en raison des enjeux que représente ce territoire avec toute cette énergie qui y est investie. » expliquent les responsables, lors de la cérémonie de signature.

Eclairage public, place publique, centre d'équipements, marchés publiques, abattoirs, système d'adduction d'eau, création de pépinières, salles de classes, sont autant de projets retenus par les mairies bénéficiaires de cette subvention, qui auront, elles même, a faire le choix des firmes appelées a étudier et a exécuter les projets. Intervenant, à la cérémonie, la représentante de la délégation de l'Union Européenne, Carolina Santrich Badal s'est félicitée du fait que « l'UE soutient depuis longtemps, les efforts du gouvernement haïtien et des collectivités territoriales pour approfondir la gouvernance locale » soulignant dans la foulée qu'il s'agit d'un premier pas.

Selon les responsables, le programme cherche à atteindre deux résultats qui seront concrétisées dans la gouvernance et l'investissement local a travers, d'une part, la mise en place de la structure d'appui a la décentralisation (SAD), cellule technique sous la coordination de l'OMRH, chargée de la production des analyses, des études, des propositions et du suivi sur les questions relatives a la mise en œuvre du processus de décentralisation en relation avec le programme-cadre de reforme de l'état. L'autre objectif visé par le programme est la mise en place d'un dispositif financier pour améliorer, entres autres, l'accès des populations aux services collectifs de base en finançant les infrastructures gérées par les collectivisées territoriales. « La cérémonie de ce jour est l'occasion de combiner à la fois, l'attribution des fonds du FICH aux communes éligibles, la concrétisation d'un mécanisme de bonne gouvernance dont les paramètres participation et transparence ont été observées dans l'élaboration des documents de projets, se réjouit Ider Antoine.

Les communes du Cap-Haitien, de Quartier-Morin, de Limonade, du Trou du Nord, de Sainte Suzane, de Caracol, de Terrier-Rouge, de Fort-Liberté, de Ferrier, des Perches, de Ouanaminthe, de Capotille et de Mont-Organise sont les bénéficiaires de ce programme.

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/133884/Signature-de-contrats-de-subvention-avec-13-communes-de-laxe-Cap-Ouanaminthe.html>

Haïti - Reconstruction : L'UE accorde près de 2 millions de dollars de subvention à 13 communes

Vendredi, dans le cadre d'une expérience pilote, le Programme « Appui a la Gouvernance et à l'Investissement Local » (AGIL), financé par l'Union Européenne (UE), a procédé à la signature de contrats de subvention totalisant près de 2 millions de dollars américains, avec 13 communes : Cap-Haïtien, Capotille, Caracol, Ferrier, Fort-Liberté, Limonade, Ouanaminthe, Perches, Quartier-Morin, Sainte Suzane, Terrier-Rouge et Trou du Nord.

Sous la direction de l'Office de Management et de Ressources Humaines (OMRH), ce programme vise à doter les collectivités territoriales des moyens financiers nécessaires pour investir et financer l'exécution de projets identifiés par la population et retenus par la mairies bénéficiaires tels qu'entre autres : éclairage public, abattoirs, place et marchés publiques, système d'adduction d'eau etc... Ce sont les mairies, qui choisiront les entreprises chargées de l'étude et de l'exécution des projets.

Selon les responsables de l'AGIL, le Programme vise à la mise en place de la structure d'appui à la décentralisation et d'autre part la mise en place d'un dispositif financier permettant d'améliorer l'accès des populations aux services collectifs, en finançant les infrastructures de bases, gérées par les collectivités territoriales.

<http://www.haitilibre.com/article-11703-haiti-reconstruction-l-ue-accorde-pres-de-2-millions-de-dollars-de-subvention-a-13-communes.html>

La Fondation ZILE se réjouit de la récente réunion trilatérale Union européenne, République Dominicaine et Haïti de Punta Cana

VERS UNE NOUVELLE VISION DES RELATIONS BINATIONALES

La réunion trilatérale tenue entre l'Union européenne, la République Dominicaine et Haïti, le mardi 22 Juillet 2014, à Punta Cana, est un pas de géant vers une nouvelle vision des relations entre les deux nations qui se partagent l'île de Quisqueya. La Fondation Zile (FZ) se réjouit de cette initiative qui tend à solidifier les liens entre les deux Etats, tout en soulignant la participation opportune, fondée sur le respect pour les entités nationales souveraines, des institutions de la communauté internationale et des organismes tels que l'Union Européenne, qui ont manifesté leur intérêt à soutenir nos deux peuples dans la grande aventure de la collaboration transfrontalière et binationale. La FZ se félicite également des efforts récents des dirigeants de l'île en vue de trouver des solutions appropriées aux problèmes de l'agenda bilatéral et de la vie insulaire.

L'organisation croit fermement qu'une coopération binationale dynamique est possible lorsqu'elle s'érige sur la volonté politique nécessaire et le soutien financier de la communauté internationale. Il devrait être clair pour les parties concernées que le principal obstacle à une gestion transparente des relations bilatérales est la permanence dans certaines sphères étatiques d'un courant ouvertement anti-haïtien ou anti-dominicain. Cette situation provoque une ambiguïté évidente dans le discours officiel de l'un ou de l'autre côté, tout en empêchant la mise en œuvre de politiques publiques justes, humaines et respectueuses des engagements internationaux des deux pays, comme c'est le cas dans le champ de l'immigration

<http://www.radiokiskeya.com/spip.php?article10154>

Un marché public inauguré au Canapé Vert

Inauguration jeudi au Canapé Vert du Marché "Se Radòt" par la Mairie de Port-au-Prince et ses partenaires internationaux dont l'UE, le PNUD et le Bureau International du Travail (BIT). Le coût des travaux s'élève à 160 mille dollars américains. L'agent intérimaire de

l'Exécutif en charge de la Mairie de Port-au-Prince, Pierre Richard Duplan, en a profité pour annoncer une offensive prochaine de son administration contre le phénomène des "marchés de rue" dans l'aire métropolitaine. [jmd/RK]

<http://www.radiokiskeya.com/spip.php?breve2906>

Haïti-Infrastructures : Un plan d'aménagement à Martissant et Baillergeau

Le gouvernement haïtien et ses partenaires ont lancé le « programme d'aménagement intégré des quartiers informels de Port-au-Prince » (Aiqip), lors d'une cérémonie le 3 juillet 2014 à Bourdon. Le programme vise à redéfinir les cadres de vie dans les quartiers de Martissant (périphérie sud de la capitale) et Baillergeau (périphérie sud-est), quartiers choisis pour leur exposition aux catastrophes.

Dans cette perspective, les « routes seront refaites », les « services sociaux de base seront disponibles », explique Harry Adam, directeur exécutif de l'unité de construction de logements et bâtiments publics (Uclpb), en charge de la mise en œuvre de ce programme avec d'autres structures gouvernementales. L'objectif est de « rendre ces quartiers accessibles » et d'essayer « d'aborder le problème de l'habitat ». Des opérations d'expropriation pourraient avoir lieu dans le cadre de ce programme, annonce le directeur de l'Uclpb.

Présent lors de la cérémonie du 3 juillet 2014, le premier ministre, Laurent Salvador Lamothe, reconnaît « qu'il reste beaucoup à faire » dans les quartiers populaires. Pour sa part, l'ambassadeur de France en Haïti, Patrick Nicoloso, dit appuyer l'idée que « l'État haïtien et les Haïtiens [soient] les premiers acteurs de la reconstruction », laquelle peut-être « pérenne ».

Nicole Fisher, représentante du chef de la délégation de l'Union européenne en Haïti (Javier Nino Perez), salue « l'approche globale et intégrée » du programme. Elle exprime sa satisfaction de la mise en œuvre du projet d'aménagement réjouissance sous le leadership d'institutions haïtiennes. Des institutions, comme la Fondation connaissance et liberté (Fokal), ont fait des recommandations quant aux schémas d'aménagement à privilégier.

Haiti-Reconstruction: vers l'Aménagement intégré des quartiers informels de Port-au-Prince

L'Unité de Construction de Logements et Bâtiments Publics(UCLBP), sous le patronage de la Primature a procédé, ce jeudi 3 juillet, à la présentation du programme d'Aménagement intégré des quartiers informels de Port-au-Prince, Martissant et Baillergeau (AIQIP), sous le thème « Reconstruire Mieux » qui est également le slogan de l'UCLBP, apprend Haiti Press Network.

Ce programme qui vise l'amélioration des conditions de vie des populations des zones précitées, tout en facilitant la reconstruction des infrastructures, équipements et habitations détruits lors du séisme de 2010, est financé à hauteur de 30 million d'euros par l'Union européenne(UE) et l'Agence Française de développement (AFD). La phase opérationnelle du programme AIQIP, qui a débuté en mars 2013 et prendra fin en février 2016, comporte trois (3) composantes principales qui sont entre autres : la rénovation urbaine, l'appui au renforcement des institutions responsables de l'Aménagement urbain et l'appui au Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT).

Deux opérateurs vont accompagner l'UCLBP, dans la mise en œuvre des recommandations liées à l'aménagement des 2 quartiers pré-cités, il s'agit de la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL) qui travaille du côté de Martissant et le Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET), qui travaillera à Baillergeau.

Le directeur général de l'UCLBP, Harry Adam, dans son discours de circonstance, a souligné que la planification du programme AIQIP, respecte les normes, la mise en place d'un cadre réglementaire et les différentes formes de contrôle et l'utilisation d'outils de gestion urbaine appropriés. En outre, M. Adam invite les autorités locales, le pouvoir législatif et les leaders des associations à rejoindre l'équipe du programme afin d'assurer la réussite des interventions en vue d'insuffler un nouvel air à Martissant et à Baillergeau.

http://www.hpnhaiti.com/site/index.php?option=com_content&view=article&id=13261:haiti-reconstruction-vers-lamenagement-integre-des-quartiers-informels-de-port-au-prince&catid=23:reconstruction&Itemid=9

Haiti - Reconstruction : 40 millions de dollars pour la réhabilitation des quartiers informels

04/07/2014 10:49:26

Jeudi, le Premier Ministre, Laurent Lamothe, en présence de Harry Adam, le Directeur exécutif de l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments publics (UCLBP), de l'Ambassadeur de France, Patrick Nicoloso et de Mme Nicole Fisher chargée de projet auprès de l'Union Européenne (UE), a participé à la cérémonie de présentation du Programme de réhabilitation des quartiers informels de Martissant et Baillergeau, organisée par l'UCLBP.

Le Chef du Gouvernement a salué la coopération avec l'UE et la France, qui a permis la matérialisation de ce Programme d'aménagement intégré des quartiers informels de Port-au-Prince (AIQIP), tout en soulignant l'importance accordée par le gouvernement à la rénovation urbaine et à l'amélioration du cadre de vie des populations.

Ce programme qui s'étend sur 18 mois a été co-financé par l'Union européenne et la France, à hauteur de 30 millions d'Euros (± 40 millions de dollars), et servira de modèle aux programmes qui seront réalisés dans tout le pays. Le Premier Ministre a assuré à l'UCLBP tout le support du Gouvernement dans l'exécution de ce programme novateur.

Précisions que la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL) et le Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET), sont les principaux opérateurs de mise en œuvre de ce programme dont l'UCLBP, assure la maîtrise d'ouvrage. La FOKAL intervient à Martissant et le GRET travaille au niveau de Baillergeau.

<http://www.haitilibre.com/article-11518-haiti-reconstruction-40-millions-de-dollars-pour-la-rehabilitation-des-quartiers-informels.html>

Le Gouvernement veut réhabiliter les quartiers informels de Baillergeaud et Martissant

Port-au-Prince, le jeudi 3 juillet 2014.- Le Premier ministre, S.E.M. Laurent Lamothe a participé, le jeudi 3 juillet, à la cérémonie de présentation du Programme de réhabilitation des quartiers informels de Martissant et Baillergeau, organisée par l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments publics (UCLBP). Ont également pris part à cette activité, le directeur exécutif de l'UCLBP, M. Harry Adam, l'ambassadeur de France, Patrick Nicoloso et Mme Nicole Fisher chargée de projet auprès de l'Union Européenne (UE).

Le chef du gouvernement a, d'entrée de jeu, salué la coopération avec l'UE et la France qui a permis la matérialisation de ce Programme d'aménagement intégré des quartiers informels de Port-au-Prince (AIQIP), tout en soulignant l'importance accordée par l'équipe gouvernementale à la rénovation urbaine et à l'amélioration du cadre de vie des citoyens. De plus, le Premier ministre a rappelé que des travaux sont en cours de réalisation dans dix-sept quartiers de la zone métropolitaine dans le cadre du projet 16/6 qui constitue une grande priorité de l'administration du Président Martelly qui fait de l'option préférentielle pour les pauvres un objectif majeur de son mandat pour atterrir sa vision de changer les conditions de vie des plus vulnérables.

Ce programme qui s'étale sur une durée de 18 mois a été cofinancé par l'Union européenne et la France, à hauteur de 30 millions d'Euros, et devra servir de modèle à ceux-là qui seront réalisés dans tout le pays, soutient le Premier ministre Lamothe qui a assuré l'UCLBP du support de tout le Gouvernement dans l'exécution de ce programme novateur. Aussi, a-t-il appelé à l'unité de tous les secteurs de la vie nationale afin d'atteindre ce grand objectif qui est de faire d'Haïti un pays émergent d'ici à l'horizon 2030.

Les chantiers sont déjà, pour la plupart, en cours d'exécution et devront répondre à un défi majeur qui est de montrer que la reconstruction peut-être pérenne et que le Gouvernement de la République peut améliorer durablement les conditions de vie des populations des quartiers informels.

<http://www.caraibcreolenews.com/news,hay-ti,1,4579,04-07-2014-le-gouvernement-veut-ry-habiliter-les-quartiers-informels-de-baillergeaud-et-martissant.html>

Lancement d'un programme de rénovation de quartiers de la capitale

L'unité de construction de logement et de bâtiments Publics (UCLBP) a donné hier le coup d'envoi du programme d'aménagement intégré des quartiers informels de Port-au-Prince. Les résidents des quartiers de Martissant et Ballergeau sont les premiers bénéficiaires de ce programme financé par l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de 30 millions d'euros. Le directeur de l'UCLPB, Harry Adam, révèle que le projet avait été élaboré après le violent séisme du 12 janvier 2010 mais n'avait pas pu bénéficier des fonds de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH). Considérés comme deux quartiers importants de la capitale, Martissant et Ballergeau, bénéficieront des programmes de rénovation urbaine et d'appui au renforcement des institutions.

Le Premier Ministre Laurent Lamothe se réjouit du lancement du programme qui s'inscrit dans le cadre du développement des quartiers défavorisés. Saluant la contribution de l'UE et de la France, M. Lamothe a déploré que ces quartiers aient été autrefois abandonnés. Les fonds seront utilisés pour la construction de ponts, de trottoir et de places publiques, l'élargissement des tronçons de route, l'électrification, le curage des lits des ravins. Les résidents doivent se sentir fier de leurs quartiers, insisté le chef du gouvernement préconisant d'autres initiatives pour l'embellissement des villes.

17 quartiers de la région métropolitaine bénéficient d'une attention spéciale, révèle M. Lamothe rappelant que la rénovation urbaine constitue l'une des priorités de l'administration Martelly. L'ambassadeur de France, Patrick Nicolosso, soutient que le financement s'inscrit dans la concrétisation des promesses d'appui à la reconstruction d'Haïti. Les travaux d'infrastructures sont lancés aujourd'hui dit-il faisant valoir que les années précédentes ont permis de mettre en place le programme.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=24481

Haïti -Reconstruction: Inauguration d'un nouveau marché communautaire à Canapé-Vert

Le Projet « Canapé-Vert, Leve Kanpe », a procédé, ce jeudi 10 juillet 2013, à l'inauguration du « Marché Seradòt » à Canapé-Vert, dans le but d'améliorer les infrastructures communautaires, des services publics de base dans cette zone, a constaté Haïti Press Network.

L'inauguration du marché, rentre dans le cadre du projet « Canapé-Vert, Leve Kanpe » vise la revitalisation de ladite zone, constitue un pas vers le changement des conditions hygiéniques, dans la communauté de Villa Rosa. La construction du marché, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre le Casec de Turgeau et l'Union Européenne via l'organisation CORDAID, le projet (kanapevè Leve Kanpé), a assuré les travaux de maçonnerie, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a offert la toiture et le Bureau International du Travail (BIT), a fait don des adoquins pour le revêtement du marché.

La construction du marché Seradòt, est financée, par l'Union Européenne (UE), pour un montant de 118 640.05 dollars américains, le PNUD et le BIT, ont respectivement financé le projet à hauteur de 35 000 et 6 875 dollars US. Selon le Casec de la 6e section de Turgeau, l'ingénieur Raoul Pierre Louis, a avancé que « la construction du marché, permettra aux marchands(es) de Villa Rosa et les quartiers avoisinants de bien s'installer et d'offrir la possibilité aux habitants de ces localités de consommer des produits exposés dans un milieu hygiénique et sain ».

Par ailleurs, il a affirmé qu'une cotisation journalière de 10 gourdes, sera réclamée de chaque marchand (e), pour la maintenance des infrastructures sanitaires et le paiement des agents de sécurité du marché, poursuit-il.



Le responsable du secteur social de l'Union Européenne (UE), Leandro Medeot, pour sa part, estime que cette construction vise 2 objectifs d'une part la reconstruction des zones touchées par le séisme du 12 janvier 2010 et d'autre part le renforcement des instances de coordination de la société civile. « Formation en maçonnerie, construction et réparation des maisons endommagées et infrastructure publics incluant un marché, un centre communautaire et quelques infrastructures routières, constituent entres autres les différentes phases du projet ».

Le nouveau Marché Seradòt, a une superficie de 566.72 m², il dispose de 95 places assises, deux blocs sanitaires qui comporte (4 douches, 6 water closet, 1 urinoir, 1 lavabo), un réservoir, un dépôt de charbon et huit dépôt de provisions alimentaires.

http://hpnhaiti.com/site/index.php?option=com_content&view=article&id=13336:haiti-reconstruction-inauguration-dun-nouveau-marche-communautaire-a-canape-vert&catid=8:societe&Itemid=14

Haiti - Politic : €480M from the EU for Haiti (2014-2020)



This week, as part of a workshop in the presence of the Ambassador of the EU Javier Niño Pérez and Head of Cooperation João Santana, experts from the European Union presented the results of the evaluation of the cooperation program in Haiti for the period 2008-2012.

This assessment highlighted the results in several areas. Among them we can mention the education, with the renovation and reconstruction of school facilities in several departments of the country, including the fundamental schools of pedagogical application (EFACAP) in Central, North, West and South.

In food security interventions have significantly improved access and availability of information needed for decision making, thanks in part to the strengthening of the National Centre of geo-spatial information (CNIGS). A significant increase in irrigation works, the availability of agricultural inputs, the increased importance of different sectors including mango and avocado, have helped improve the nutritional status of the population, what's is also confirmed by the latest data from the National Center for Food Security (CNSA).

The rehabilitation of several roads, including National road # 3, have helped boost economic and trade activities in the regions, facilitating access to basic social services. The supports to local authorities have helped boost decision-making mechanisms at the level of communities, through the elaboration of development plans and local investment and improvement of local tax systems.

Significant progress has also been noted in terms of democratic governance through greater synergy between local authorities and civil society and the strengthening of Grassroots Community Organizations (OCB).

"Certainly, elements of improvement can and should be brought, including the strengthening of the state, its capacity and its various institutions, to increase the strategic dimension of development. The budgetary support program that we started there is no longer with the Haitian government and the National Indicative Programme for the next 7 years, which will be signed on Friday, will reflect these necessary taken into account," said Javier Niño Pérez.

<http://www.haitilibre.com/en/news-11613-haiti-politic-%E2%82%AC480m-from-the-eu-for-haiti-2014-2020.html>

Haïti - Politique : 480 millions d'euros de l'UE pour Haïti (2014-2020)

17/07/2014 14:57:09



Cette semaine, dans le cadre d'un atelier, en présence de l'Ambassadeur de l'UE Javier Niño Pérez et du chef de la coopération M. João de Santana, des experts de l'Union européenne ont présenté les résultats de l'évaluation du programme de coopération en Haïti pour la période 2008-2012.

Cette évaluation a permis de souligner les résultats obtenus dans plusieurs secteurs. Parmi eux, l'on peut citer celui de l'éducation, avec la rénovation et la reconstruction d'infrastructures scolaires dans plusieurs départements du pays, notamment les Écoles fondamentales d'application pédagogiques (Efacap) dans le Centre, le Nord, l'Ouest et le Sud.

Dans la sécurité alimentaire, les interventions ont permis d'améliorer sensiblement l'accès et la disponibilité des informations nécessaires à la prise de décision, grâce entre autres au renforcement du Centre national d'informations géo-spatial (CNIGS). Une augmentation sensible des travaux d'irrigation, de la disponibilité des intrants agricoles, l'importance accrue de différentes filières notamment la mangue et l'avocat, ont permis d'améliorer la situation nutritionnelle de la population, ce qui est confirmé d'ailleurs par les dernières données du Centre National de la Sécurité Alimentaire (CNSA).

La réhabilitation de plusieurs axes routiers, notamment la route nationale # 3, ont permis de stimuler les activités économiques et les échanges dans les régions, en facilitant l'accès aux services sociaux de base. Les appuis aux autorités locales ont permis de stimuler les mécanismes de décision à l'échelon des collectivités, à travers l'élaboration des plans de développement et d'investissement locaux et l'amélioration des systèmes de fiscalité locales.

Des progrès importants ont été également notés en matière de gouvernance démocratique grâce à une meilleure synergie entre les autorités locales et la société civile, et le renforcement des Organisations Communautaires de Base (OCB).

« Très certainement, des éléments d'amélioration peuvent, et doivent être apportés, notamment sur le renforcement de l'État, de ses capacités et de ses différentes institutions, afin d'accroître la dimension stratégique des actions de développement. Le programme d'appui budgétaire que nous avons entamé il y a peu avec l'État haïtien, ainsi que le prochain Programme indicatif national pour les 7 années à venir, qui sera signé vendredi, refléteront ces nécessaires prises en compte. » a souligné Javier Niño Pérez.

<http://www.haitilibre.com/article-11613-haiti-politique-480-millions-d-euros-de-l-ue-pour-haiti-2014-2020.html>

Evaluation de la coopération de l'Union européenne en Haïti

L'Union européenne a présenté le 15 juillet dernier les résultats de l'évaluation du programme de coopération mis en œuvre en Haïti durant la période 2008-2012. La présentation a été faite dans le cadre d'un atelier organisé en présence de l'ambassadeur de l'UE Javier Niño Pérez, et du chef de la coopération M. João de Santana.

Présentée par des experts de la Direction générale de l'aide au développement de la Commission européenne (Europe Aid), cette évaluation a, globalement, mis l'accent sur les avancées observées dans plusieurs secteurs de la coopération entre l'Union européenne et Haïti, tout en en brossant les perspectives et les possibles pistes d'amélioration, notamment dans le cadre de la prochaine programmation de l'aide européenne au développement.

L'ambassadeur Javier Niño Pérez, présent à l'ouverture de cet atelier a, à cette occasion, fait la déclaration suivante : « Après le séisme dévastateur de janvier 2010, l'aide européenne est montée en puissance pour répondre aux besoins humanitaires considérables et relever les défis du développement. Tous les programmes confondus, une enveloppe globale de 880 millions d'euros a été allouée durant la période 2008-2013, qui correspond à la programmation du 10ème Fonds Européen de Développement (10ème FED) sur laquelle porte aujourd'hui cette évaluation.

Des avancées significatives peuvent, aujourd'hui, être observées dans plusieurs secteurs. La coordination avec les différents bailleurs et notre dialogue politique avec l'Etat haïtien ont permis de mieux cibler les interventions et d'en améliorer l'impact stratégique à long terme. L'appropriation de cette aide, l'un des principes qui gouverne la coopération entre l'Union européenne et Haïti, s'est de plus en plus concrétisée avec la croissance continue de la part de l'aide transitant directement par l'Etat haïtien.

Très certainement, des éléments d'amélioration peuvent, et doivent être apportés, notamment en ce qui concerne le renforcement de l'Etat, de ses capacités et de ses différentes institutions, afin d'accroître la dimension stratégique des actions de développement. Le programme d'appui budgétaire que nous avons entamé il y a peu avec l'Etat haïtien, ainsi que le prochain programme indicatif national pour les 7 années à venir qui sera signé très prochainement, refléteront ces nécessaires prises en compte. Cette évaluation a permis de souligner les résultats obtenus dans plusieurs secteurs. Parmi eux, l'on peut citer celui de l'éducation, avec la rénovation et la reconstruction d'infrastructures scolaires dans plusieurs départements du pays, notamment les Ecoles fondamentales d'application pédagogiques (Efacap) dans le Centre, le Nord, l'Ouest et le Sud.

Dans la sécurité alimentaire, les interventions ont permis d'améliorer sensiblement l'accès et la disponibilité des informations nécessaires à la prise de décision, grâce entre autres au renforcement du Centre national d'informations géo-spatial (CNIGS). Une augmentation sensible des travaux d'irrigation, de la disponibilité des intrants agricoles, l'importance accrue de différentes filières notamment la mangue et l'avocat, ont permis d'améliorer la situation nutritionnelle de la population, ce qui est confirmé d'ailleurs par les dernières données du Centre national de la sécurité alimentaire (CNSA).

La réhabilitation de plusieurs axes routiers, notamment les routes nationales no 3, a permis de stimuler les activités économiques et les échanges dans la région, en facilitant l'accès aux services sociaux de base. Les appuis aux autorités locales ont permis de redynamiser les mécanismes de décision à l'échelon des collectivités, à travers l'élaboration des plans de développement et d'investissement locaux et l'amélioration des systèmes de fiscalité locales.

Des progrès importants ont été également notés en matière de gouvernance démocratique grâce à une meilleure synergie entre les autorités locales et la société civile, et le renforcement des organisations communautaires de base (OCB). L'appui au renforcement de l'Etat, qui demeure l'une des principales recommandations de cette évaluation, figure déjà au nombre des secteurs de concentration du prochain fonds européen de développement pour 2014/2020. Il aura pour ambition d'appuyer les réformes au niveau de l'administration centrale et des finances publiques.

D'autres aspects, tel que le renforcement des capacités institutionnelles en matière de stratégie, de contrôle et de gestion, une plus grande implication des acteurs non étatiques et des collectivités territoriales dans les prises de décision, sont, entre autres, les points figurant dans ce rapport d'évaluation, qui trace ainsi les perspectives d'une coopération appelé à devenir plus efficace dans les 7 prochaines années.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=24540

Le Club de Madrid s'apprête à effectuer sa troisième mission de haut niveau en Haïti

Le Club de Madrid organise un atelier de deux jours à Port-au-Prince les 21 et 22 juillet dans le but d'analyser les possibilités concrètes pour avancer les réformes démocratiques clés en Haïti. Selon un communiqué du Club de Madrid cette activité sera organisée dans le cadre du projet « Promotion du dialogue pour la réforme démocratique en Haïti » financé par l'Union Européenne.

Les expériences réussies de dialogue national et accord politique en Afrique du Sud, Pérou, Espagne et Pologne seront partagées avec les principaux acteurs sociaux, économiques et politiques d'Haïti. À l'occasion de sa troisième mission de haut niveau en Haïti, le Club de Madrid rencontrera aussi plusieurs interlocuteurs clés du pays et de la communauté internationale. Martín Torrijos, ancien Président du Panama, dirigera les débats accompagné de Carlos Westendorp, Secrétaire Général du Club de Madrid, et de Javier Niño Pérez, Ambassadeur de l'Union Européenne en Haïti. Le Président Michel Martelly marquera le temps fort d'un des panels de l'atelier.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=24541

Un code d'éthique pour les partis politiques en Haïti

Plus d'une cinquantaine de partis politiques de tendances diverses se mettent d'accord sur l'idée d'adopter un code d'éthique. Ils ont pris une résolution en ce sens au terme du forum sur la coopération interpartis à travers le dialogue en Haïti, organisé du 27 au 29 juin 2014 sous les auspices de l'Institut néerlandais pour la démocratie multipartite (Nimd) en collaboration avec l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (Idea international).

« Cette résolution prône la nécessité pour que les partis politiques aient un code d'éthique » selon la directrice de la branche en Haïti de l'Idea international, l'ancienne ministre Marie-Laurence Jocelyn Lassègue. Une commission de six membres a été mise sur pied à partir de cette résolution. Une septième place est réservée aux partis qui, pour une raison ou une autre, ne pouvaient se présenter au forum.

Les six personnalités, choisies par l'assemblée des partis politiques présentes lors du forum, sont l'ex-sénateur Turneb Delpé, l'ex-député Sorel Jacinthe, Anthony Barbier, Carline Montas, Eveline César, Dieudonne Tudor. Cette démarche est inspirée d'une rencontre réalisée au Kenya (Nairobi), il y a un an. Plusieurs représentants de partis politiques haïtiens y avaient pris part.

La réalisation du forum intervient dans un contexte où les récentes rondes de dialogue mises en place entre les acteurs politiques haïtiens n'ont pas apporté les résultats escomptés, notamment en ce qui concerne une entente pour la réalisation des prochaines élections. Selon le président de l'Assemblée nationale, Dieusseul Simon Desras, le problème actuel des partis politiques « c'est leur incapacité de dialoguer, de bâtir des accords, de les mettre en œuvre, de les respecter, de se mobiliser derrière un projet commun pour dégager des objectifs consensuels à poursuivre ». Le président Desras appelle pour cela les membres de partis présents à faire des choix qui puissent dans dix ans garantir la stabilité, l'institutionnalisation, les investissements, le progrès démocratique et la promotion socio-économique du pays.

Desras dit souhaiter ardemment que ces échanges permettent de prendre conscience des blocages, des faiblesses et surtout des attentes que tout un peuple en quête de mieux être et de paix a investies dans ses mandataires. Le président Desras rappelle en même temps que les partis politiques, dans toute l'histoire d'Haïti n'ont pas eu le bénéfice de l'encadrement de l'Etat, ni le soutien de la société pour se développer et jouer leurs rôles essentiels.

Le représentant de l'Union Européenne en Haïti, Rafael Brigandi, a assisté au déroulement du forum. Il croit qu'il est fondamental « d'améliorer toutes les institutions politiques du pays, et leur articulation entre elles ». Le forum entre dans le cadre d'un projet de renforcement institutionnel du parlement et des partis politiques, financé à hauteur de 700 mille euros par l'Union européenne. Le [projet lancé en février dernier](#) doit durer 18 mois. [jep kft gp apr 30/06/2014 11:50]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article16657>

Revitaliser la démocratie par le « dialogue interpartis »?

Le Nouvelliste | Publié le : 01 juillet 2014

Dans cette « conjoncture d'impasse politique » où la crise préélectorale perdure, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA international) a organisé, du 27 au 29 juin à Indigo, un forum sur la « coopération interpartis à travers le dialogue en Haïti » à l'intention des leaders de partis. En marge de ces assises, une résolution faisant, entre autres, ressortir la nécessité d'un code d'éthique entre les partis politiques a été signée par les différents protagonistes.

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/132892/Revitaliser-la-democratie-par-le-dialogue-interpartis.html>

Haïti-Politique : IDEA continue d'encourager le dialogue entre les partis

« La coopération inter-partis à travers le dialogue en Haïti », tel est le thème autour duquel se déroule, du 27 au 29 juin, au Club Indigo (Montrouis), un forum international qui réunit environ une cinquantaine de partis politiques et de regroupements de partis politiques haïtiens, constate sur place Haiti Press Network.

Ce forum organisé à l'initiative de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International), appuyé par la Norvège vise à renforcer les capacités des partis politiques qui sont l'expression de la diversité des idées qui traversent la société. Le forum a démarré par l'observation d'une minute de recueillement, sollicitée en levée de rideau par la directrice de programme d'IDEA en Haïti, Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, en mémoire de l'ex-président d'Haïti, Lesly François Manigat, décédé le vendredi 27 juin à 84 ans.

Comme le thème central l'indique, dialogue intra-partis et dialogue inter-partis constituera le point culminant des échanges entre intervenants et participants durant les trois jours.

Cette assise, informe Mme Lassègue, fait suite à une rencontre qui s'était tenue dans le même objectif au Kenya, à Nairobi l'année dernière, à laquelle avaient pris part pour Haïti, MM. Anthony Barbier, Turnep Delpé et Mme Josépha Gauthier. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mission d'IDEA International en Haïti qui entend, à travers son programme, appuyer les partis politiques qui constituent les piliers de la construction de la démocratie en Haïti. Outre les représentants des partis politiques conviés, dont RDNP, Repons Peyizan, Libération, RCP, PNDPH, PHTK, INITE, PLH, OPL, MOPOD, deux parlementaires africains, Moussa Badiaga et Adama Paul Damango, venant directement du Mali, participent également à ce forum.

Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue dit croire qu'il est toujours intéressant de partager les expériences. D'où, soutient-elle, l'idée d'inviter des expériences du sud dont ces parlementaires africains à tendance politique opposée, le Rwandais, Franck Kayitare, chargé des partis politiques au sein d'IDEA International basé à Stockholm en Suède et Genaro Xoyon Ochoa du Guatemala.

« Évaluation de l'environnement politique et importance du dialogue interpartis » ; « Pertinence du dialogue inter-partis » ; « Comprendre le dialogue inter-partis et son rôle dans la construction de la paix et du processus démocratique », sont les premiers sujets débattus respectivement par MM. Anthony Barbier, l'ancien sénateur de la République, Yrvelt Chéry et Genaro Xoyon Ochoa, représentant de NIMD, organisme qui vient en support à l'IDEA dans l'organisation dudit forum.

Notons par ailleurs que l'Union européenne (UE) est également partie prenante de cette initiative.

http://www.hpnhaiti.com/site/index.php?option=com_content&view=article&id=13207:haiti-politique-idea-continue-dencourager-le-dialogue-entre-les-partis&catid=1:politics&Itemid=1

Haiti-Société/Formation: le CONHANE et l'ISC se penchent sur la fiscalité haïtienne

Jeudi, 26 Juin 2014

Le Conseil Haïtien des Acteurs Non Etatiques(CONHANE) de concert avec l'Initiative de la Société Civile(ISC), organise les 26 et 27 juin, un séminaire sur la Fiscalité, pour une cinquantaine de responsables d'organisations dans 4 des dix départements du pays. L'objectif de cette activité est de recueillir un certain nombre d'information sur la politique fiscale du gouvernement en vue d'élargir l'assiette fiscale, apprend Haiti Press Network.

Ce séminaire rentre dans le cadre d'un projet connexe du CONHANE et de l'ISC, qui s'intitule « Organisations de la Société Civile et Action des Pouvoirs Publiques »(SOCAPP), qui a été financé par l'Union Européenne(UE) sur une période de 2 ans. Avec ce projet, l'ISC et le CONHANE ont la possibilité d'exercer l'une des plus importantes fonctions de la société civile qui est d'observer avec vigilance l'action des pouvoirs publics dans le but de renforcer le dialogue avec les dirigeants et de jeter sur leurs interventions, un regard critique susceptible de les rendre plus performantes et plus pertinentes.

Pour cette 1ère journée, plusieurs intervenants ont pris part à cette séance, dont le chef de la délégation de l'Union Européenne, l'Ambassadeur Javier Nino Perez, le secrétaire d'Etat aux Finances, Ronald Décembre, qui a intervenu sur la politique Fiscale du gouvernement, le président de la commission Finances du Sénat de la République, le sénateur Jocelerme Privert.

http://hpnhaiti.com/site/index.php?option=com_content&view=article&id=13193:haiti-societeformation-le-conhane-et-lisc-mettent-a-nu-la-fiscalite-haitienne-&catid=8:societe&Itemid=14

Haïti - Politique : L'appui budgétaire de l'Europe solidement encadrée

Le Premier Ministre, Laurent Lamothe, et Fernando Frutuoso de Melo, le Directeur Général du Développement et de la Coopération de l'Union européenne (UE), ont signé mardi une convention budgétaire d'un montant de 112 millions d'euros. Ces fonds serviront d'appui

budgétaire durant les deux prochaines années, pour dynamiser la réforme dans l'administration publique, la gestion des finances publiques et améliorer l'accès à l'éducation.

La signature de cette convention entre Haïti et l'Union européenne a permis de lancer également le nouveau Programme d'appui budgétaire de l'UE. Les fonds qui vont aider à faire avancer la réforme de l'Etat serviront aussi au progrès social et économique du peuple haïtien. « Le 11e Fonds Européen de Développement (FED) prévu pour la période 2014-2020 accorde 420 millions d'euros à Haïti pour financer des projets, entre autres, dans le développement urbain, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection de la femme », a déclaré le Premier Ministre, Laurent Lamothe haïtien en présence de la directrice de Développement de l'UE pour l'Amérique latine, Mme Jolita Butkevicienne, du Chef de la délégation de l'UE en Haïti, Javier Niño Perez et de quelques membres de son gouvernement.

<http://www.haitilibre.com/article-11462-haiti-politique-l-appui-budgetaire-de-l-europe-solidement-encadree.html>
